

SKIKDA

Les contraintes intra-muros et la réhabilitation de la cité Kobia

De session ordinaire en session extraordinaire, la volonté de rattraper le retard du développement local se dégage des débats tenus au sein de la salle de délibérations de l'hôtel de la ville de Skikda. Du moins en théorie. La dernière en date, tenue il y a de cela une semaine, ne déroge pas à cette règle.

Les élus communaux ne ratent jamais une occasion pour mettre en exergue les contraintes auxquelles ils font face. Souvent à huis clos, car les séances censées être publiques se caractérisent par une absence totale des citoyens et des représentants du mouvement associatif. Même la presse, pourtant ponctuelle à ce genre de rendez-vous, a été rarement, pour ne pas dire jamais, invitée d'une manière officielle.

La mauvaise stratégie de communication préconisée par les responsables de l'APC et le dédain affiché explicitement par les citoyens aux questions qui engagent leur avenir en sont la cause. Fait notable, la salle était équipée de nouvelles chaises mises à la disposition des invités.

On y comptait près d'une soixantaine, qui, malheureusement, sont restées vides. D'ailleurs, le maire, à maintes reprises, n'a cessé de tirer à boulets rouges sur les associations qui n'assistent aux séances de travail de l'institution qu'il dirige que lors des attributions des subventions.

Cette fois-ci, il fera aussi de la critique intra-muros. «Des directeurs à qui on donne du travail, ne le font que 8 mois après moult instances de notre part. C'est handicapant.» Il ajoute : «Il y a beaucoup de bassesses dans la



Photo : DR

mairie. Je suis là pour appliquer les lois de la République, et personne ne m'arrêtera. Je le ferai même si vous tous me laissez tomber.»

Un cri de cœur qui en dit long sur les endurance. Il est aussi l'aveu que l'APC tarde à prendre les décisions qui s'imposent dans le cadre de la loi.

Pas toutes, bien sûr. Les exemples fusent. «J'ai signé 180 arrêtés de démolition pour des cas d'infractions à l'urbanisme. Quelque temps après, seulement une dizaine ont été appliquées. Si ça continue, on aura à constater des constructions illicites au milieu de la place du 1^{er} Novembre sans qu'on lève le petit doigt, car dès qu'on veut toucher quelqu'un, ce dernier semble avoir les bras longs. Aussi, nous avons alloué 4 milliards de centimes pour des travaux aux allées du 20-Août-55, on nous a dit, stop, la direction de l'urbanisme et de la construction s'en chargera. Deux années après, les travaux traînent toujours

en dépit de la réservation de 25 milliards de centimes.» Le maire se fait menaçant : «Les directeurs qui sont concernés doivent rejoindre leurs nouveaux postes de travail. Les récalcitrants seront tout simplement licenciés.»

Au sujet du développement local, optimiste, il informera vaguement l'assistance que le programme ciblant le réseau routier, notamment, sera concrétisé à la fin du 1^{er} semestre 2011. «Outre cela, 10 milliards de cts ont été réservés à l'aménagement de Boulekrout I, II et III, une étude relative à l'aménagement de la briqueterie Ouest et de Oued El Ouahch a été finalisée, de nouveaux abribus seront construits dans les endroits où il y a un manque, des aménagements seront également effectués au niveau des deux stations du téléphérique, Bouyala et Bouabaz, en vue de dynamiser les activités annexes à ce moyen de transport...», dira le P/APC.

Pour leur part, les élus ont

appelé unanimement à lancer urgemment des travaux de réaménagement de la cité populaire El Kobia, la Casbah de Skikda. Beaucoup d'intervenants, «retraitables» ou en voie de l'être, ont évoqué, nostalgiques, les années de leur enfance au sein du quartier. C'était une petite douceur dans un monde «politisé». D'aucuns ont proposé d'en faire un village touristique.

En attendant, la commission chargée de l'urbanisme aura pour mission de sortir sur le terrain et de diagnostiquer l'état des lieux.

D'autres propositions ont été également formulées. Elles ont trait au renforcement du transport urbain, notamment sur le trajet Skikda - Larbi-Ben-M'hidi-Filfila, et, partant, mettre fin ou atténuer de l'anarchie sévissant dans le secteur, l'approvisionnement en eau potable de la garde communale à Oued-Chadi, Stora, à assurer le contrôle des BET par le BET de la mairie.

Zaïd Zoheïr

MOSTAGANEM

L'héritage d'un passé conflictuel

Le 23 décembre, à 9h, 19 partenaires sociaux venus de divers secteurs économiques et publics se sont donné rendez-vous pour participer à un rassemblement devant le siège de l'UGTA, dénonçant les agissements du secrétariat général de l'union de wilaya géré par M. Beldjillali Ali.

Cette démarche a été freinée par M. Belagraâ Meçabih, le directeur de la Munatec, qui a préféré résoudre cette situation par le dialogue. Ainsi, dans la même journée, le syndicat de wilaya s'est scindé en deux groupes qui se sont réunis l'un au siège de l'UGTA, l'autre à l'hôtel Munatec.

Les deux rivaux ne s'entendent plus depuis

que M. Beldjillali a déposé plainte contre M. Belagraâ, en lui retirant, par la même occasion, sa charge de secrétaire général du secteur de l'éducation pour le motif de mauvaise gestion, et même un retrait de confiance lui a été notifié par le conseil de l'UGTA. Le tribunal administratif a par la suite ordonné à M. Belagraâ de restituer les clefs du local et le cachet humide du syndicat. Le secrétaire général du secteur de l'éducation se dit être la cible d'une machination orchestrée par le secrétaire général de l'UGTA, mais continue à œuvrer en sa qualité de secrétaire général, il a même été promu par la tutelle pour gérer l'hôtel de la Munatec. Il reçoit du courrier, au titre de secrétaire général de la FNTE, de la direction

de l'éducation et des pouvoirs publics, alors qu'un autre membre de l'éducation a été élu à main levée pour lui succéder.

Ce bras de fer a pour origine la composante d'un bureau composé de 7 membres appartenant tous au corps de l'enseignement pour préparer le congrès qui devrait se tenir à la fin de l'année.

M. Bellagraâ s'offusque de la composante de cette liste, et se demande où sont passés les partenaires des autres secteurs qui devraient impérativement y figurer.

Les versions des deux cadres syndicaux sont contradictoires et seule la Centrale syndicale peut mettre fin à cet imbroglio.

A. Bensadok

SOUK-AHRAS

La grippe A déclenche la panique

Concernant la psychose du virus H1N1 dans les milieux populaires, l'inquiétude, voire la peur, commencent à s'installer.

La vox populi parle de plusieurs cas suspects. Pour mettre fin aux rumeurs qui circulent, le docteur Redah, directeur de la santé et de la population de Souk-Ahras, lors du forum de la radio locale tenu mercredi dernier, s'est exprimé en rapportant les informations officielles relatives à cette pandémie au niveau local. Dans ce contexte, le DSP tiendra au préalable à apporter quelques clarifications : «A ce jour, nous avons un seul cas suspect dont les

échantillons d'analyses ont été envoyés à l'Institut Pasteur d'Alger et on attend les résultats.» Au sujet du dispositif mis en place, notre interlocuteur s'est montré très rassurant en estimant qu'il est déjà mis sur pied. «Nous disposons actuellement d'un hôpital de référence et d'autres structures hospitalières ont été élargies pour faire face à toute éventualité.» Concernant le vaccin contre la grippe A (H1N1), le DSP a confirmé que la direction de la Santé a reçu un premier arrivage

de 2 800 doses réservées en premier lieu au personnel de la santé. Interrogé sur la date du lancement de l'opération de vaccination, notre interlocuteur répondra, sans donner de date, que la campagne de vaccination débutera dès que le vaccin sera contrôlé et après l'aval du ministère de la Santé. Sur le plan de la prévention, il a également révélé en sus de la mobilisation des 15 unités de dépistage de santé scolaire (UDS) appelées, en cette période difficile, à prendre des mesures salvatrices et apporter une valeur ajoutée aux

autres rouages de ce dispositif au niveau scolaire, une campagne de sensibilisation accompagnée d'une série de mesures préventives est mise en place et des affiches distribuées et placardées au niveau des établissements scolaires. Dans la foulée, notre interlocuteur nous a déclaré, par ailleurs, l'antiviral oseltamivir (Tamiflu) sera disponible gratuitement dans les pharmacies pour les personnes présentant un syndrome grippal et justifiant d'une ordonnance médicale.

Barour Yacine

KHENCHELA

Ouverture du guichet unique décentralisé

En présence du directeur général Mansouri Abdelaâziz, des autorités locales, des élus et de la presse écrite, le wali de Khenchela a procédé hier à l'inauguration du guichet unique décentralisé (GUD) sis à la cité administrative Chihani-Bachir.

Cette inauguration, qui a fait plaisir à toute la population de Khenchela et surtout aux investisseurs, va permettre de dynamiser l'action sociale, économique et commerciale surtout que la région possède des potentialités humaines, naturelles, touristiques et surtout agro-alimentaires. Ce guichet composé de 10 bureaux équipé d'un matériel ultra-moderne et encadré par une équipe jeune et expérimentée donnera l'occasion aux investisseurs de recevoir toutes les informations nécessaires et de fournir tous les documents pour pouvoir entamer toute opération économique. Le wali de Khenchela a déclaré que cette infrastructure ouvrira les portes à Khenchela pour devenir l'une des plus grandes wilayas dans l'investissement. Il a lancé un appel à tous les investisseurs de venir découvrir les potentialités de la wilaya surtout dans les domaines de l'agriculture et du tourisme, promettant que les autorités locales seront là pour leur faciliter la tâche.

Benzaïm Abdelouahab

OUM-EL-BOUAGHI

Une vingtaine de blessés dans une bataille rangée

Deux communes limitrophes, Dhalaa dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi et Aïn Touila dans celle de Khenchela, ont connu en ce début de semaine des incidents graves provoqués par des tribus issues de ces deux communes.

Cela a commencé lorsque deux familles se sont chamaillées pour une parcelle agricole, chacune d'elles voulant jouir de son exploitation. Ainsi, une des familles a procédé à des labours sur le terrain objet du conflit. Cette situation a révolté les membres de l'autre partie, qui, après des échanges de propos injurieux, se sont affrontés carrément avec les autres, et l'on assiste à une bataille rangée où tous les moyens sont utilisés tels que des bâtons et des barres de fer. La gendarmerie, sitôt arrivée, a réussi à mettre fin à cette bataille qui a malheureusement causé des blessures à une vingtaine de personnes évacuées vers des structures de santé. Les notables de la région se sont mis de la partie pour réconcilier les deux tribus. Les services de sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de ce conflit. Selon des témoins sur place, le problème du foncier a souvent été à l'origine d'incidents regrettables.

GUELMA

Des quartiers plongés dans le noir

Certains quartiers de la ville de Guelma sont quotidiennement plongés dans le noir.

Il s'agit essentiellement des cités Bon Accueil et Guehdour. Cette situation, dont les conséquences sur le plan social sont dramatiques, est à l'origine de l'augmentation des cas d'agression.

Les riverains rentrent tôt et hésitent à sortir le soir. A la tombée de la nuit, certains trouvent d'énormes difficultés à rejoindre leurs domiciles, la circulation piétonne devient un véritable casse-gueule, vu que la majorité des routes sont parsemées de nids-de-poule et d'avaloirs ouverts. En dépit des nombreuses doléances de la population, les autorités compétentes tardent à agir pour rétablir l'éclairage public au niveau de ces coins stratégiques de la ville.

N. Guergour